

L'opposition syrienne réclame des moyens

Vincent Braun

Mis en ligne le 29/01/2013

La Coalition nationale réunie à Paris a demandé des armes et un soutien financier.
Syrie

Les membres de l'opposition syrienne en exil se sont réunis avec les représentants d'une cinquantaine de pays amis, occidentaux et arabes, lundi à Paris pour réclamer les moyens de constituer un gouvernement "libre", censé mieux représenter le peuple syrien que celui aux ordres du président Bachar al Assad. Mais la tâche s'avère difficile.

"L'opposition syrienne peine à s'organiser, à trouver un leadership, et à s'entendre" , explique Antoine Basbous, le directeur de l'Observatoire des pays arabes, localisé dans la capitale française. Formée à la mi-novembre, la Coalition nationale des forces de la révolution et de l'opposition syrienne, est "à la fois torpillée par le régime syrien, qui a cloné des oppositions qui lui sont inféodées et elle est doublée sur le terrain par des islamistes comme le Jabat al Nusra et d'autres groupes de combattants" , poursuit ce spécialiste du Moyen-Orient.

Les représentants de la Coalition nationale syrienne ont donc réclamé un soutien financier et des armes à leurs principaux soutiens réunis à Paris. *"Le peuple syrien livre actuellement une bataille sans merci. Le temps n'est pas de notre côté et la poursuite de ce conflit ne peut qu'entraîner une catastrophe pour la région et pour le monde" , a déclaré Riad Seif, l'un des vice-présidents de la Coalition, à l'ouverture de la rencontre organisée par la France. "Nous ne voulons plus de promesses qui ne seront pas tenues" , a-t-il ajouté face aux diplomates et hauts fonctionnaires d'une cinquantaine de pays.*

" La Syrie a besoin de milliards de dollars. Mais il nous faut un minimum de 500 millions de dollars pour avoir la possibilité de mettre sur pied un gouvernement " , que réclame la communauté internationale, a pour sa part déclaré George Sabra, le chef du Conseil national syrien, principale composante de la coalition. Celle-ci avait déjà échoué à former une telle équipe la semaine dernière à Istanbul. Elle avait alors formé un comité chargé de mener des consultations avec les forces de la révolution, de l'Armée syrienne libre et avec les pays amis, afin de sonder leurs opinions sur la composition d'un gouvernement en exil.

Pour la chercheuse Manon-Nour Tannous, *"former un gouvernement en exil apparaît à la fois comme la conséquence d'une reconnaissance internationale, et la condition d'un soutien de cette même communauté internationale" . En effet, explique la spécialiste de la Syrie au Cercle des chercheurs sur le Moyen-Orient, "la communauté internationale conditionne son soutien à certaines exigences, dont l'organisation de l'opposition. Or dans le même temps, le gouvernement en exil, par définition éloigné (au moins temporairement) des problématiques du terrain, aura besoin de cette légitimité internationale pour exister" .*

A ce paradoxe, s'ajoutent les difficultés de se mettre d'accord sur les personnalités qui composeraient ce gouvernement. Le nom de Riad Hijab, un ancien Premier ministre, qui avait filé en douce l'été dernier, ne fait toujours pas l'unanimité.

Antoine Basbous exclut la possibilité d'un gouvernement en exil : *"Les gens souffrent tellement qu'un gouvernement qui serait installé dans un cinq étoiles à l'étranger serait mal perçu."* Pour ce spécialiste de la région, le gouvernement de l'opposition devrait recevoir le soutien et la protection des pays amis pour pouvoir *"s'installer sur une portion de territoire qui serait nettoyée de la présence (des forces) d'Assad. Car si les avions de l'armée ont encore la possibilité d'aller la bombarder, cela n'en vaut pas la peine"* .